

sur l'article 20 du projet de loi tant débattu ces jours derniers dans cette Chambre. L'article tendait à faire revivre les chartes concédées au réseau des chemins de fer du Nord-Canadien, chartes dont plusieurs autorisaient la construction de chemins de fer dans l'Ouest, et mon honorable ami le chef de l'opposition disait en 1917 :

Si nos compatriotes de l'Ouest comptent sur la nationalisation des chemins de fer pour assurer la ramification des voies ferrées de l'Etat, ils constateront que c'est une illusion.

Il ajoute plus loin (p. 4529, v. a.) :

Je ne suis pas en faveur de la nationalisation. J'y suis, au contraire, opposé. Mais, si la situation est telle qu'il faille nous mettre en possession de ce chemin, prenons-le avec toutes ses dépendances, tout ce qui pourra profiter au peuple et lui être de quelque service.

Plus tard, dans la même année, il glisse dans le discours de l'honorable député d'York-Sud (M. Maclean) cette remarque (p. 4533, v. a.).

Sir John Macdonald ne voulait pas de la nationalisation.

Remarque à laquelle l'honorable député d'York-Sud répondit :

Il n'y était pas opposé.

En 1917, le chef de l'opposition disait encore (p. 5035, v. a.) :

L'exploitation d'un chemin de fer par l'Etat peut avoir du bon en soi, mais je ne suis pas en faveur de la chose.... Nous avons l'exemple du Pacifique-Canadien, qui n'est pas un chemin de fer de l'Etat.

Et il concluait de là qu'à défaut de paiement, il fallait nous emparer de tout ce que mentionnait la convention de 1914. En 1918, mon honorable ami endossait la politique de sir Wilfrid Laurier, en tant qu'il pouvait s'agir de construire des chemins de fer. Il ajoute, à la page 1379 des Débats :

Des journaux amis du Gouvernement ont alors (en 1911) beaucoup critiqué les chemins de fer qu'il avait sur les bras à l'époque.

Il continue en disant que, dans mon premier discours sur l'état budgétaire, je ne m'étais pas plaint de la situation des finances de la compagnie et que, tout en faisant à l'égard du Grand-Tronc-Pacifique certaines critiques, j'avais dit que "c'était pour le peuple canadien une précieuse source de revenus."

Passons maintenant au débat de ces jours derniers, et voyons comment s'exprime mon honorable ami :

Je n'ai jamais été en faveur de la nationalisation ; je ne le suis pas d'avantage aujourd'hui, parce que l'initiative privée me paraît devoir produire des résultats plus avantageux, surtout en fait de colonisation et de mise en valeur des ressources du pays.

[L'hon. sir Thomas White.]

Je ne rappelle pas ces choses pour les reprocher au chef de l'opposition. Il a parfaitement le droit de tenir cette doctrine, mais l'essentiel est de savoir quelle est sur ce point leur opinion vraie, et je pense qu'il suffira d'avoir lu quelques passages du discours du chef de la gauche pour indiquer la méfiance profonde que lui inspire en principe la nationalisation des chemins de fer.

M. McCREA: Le ministre veut-il faire entendre que l'on doit bâillonner ceux dont les opinions diffèrent des siennes?

L'hon. sir THOMAS WHITE: D'abord, je n'admets pas que l'on ait bâillonné qui que ce soit. C'est la faute des membres de la gauche si la clôture a été appliquée.

M. McCREA: De ce qu'un homme est opposé à la nationalisation d'un service public, il ne s'ensuit pas qu'il faille lui ôter la parole.

L'hon. sir THOMAS WHITE: Je l'avoue. Cependant, la règle relative à la clôture a été appliquée, non parce que les membres de la gauche s'opposaient à la nationalisation, mais parce qu'ils prolongeaient plus que de raison la délibération des différents articles du bill. Quelle a été l'attitude du premier lieutenant du chef de l'opposition (M. Lemieux) par rapport à la nationalisation? Au cours de cette session, il a dit (page 1882, v. f. des "Débats") :

Pour revenir à cette question de nationalisation, je dirai que c'est pour l'heure une opinion populaire, mais ceux qui tiennent pour cette innovation feraient bien vraiment de prendre la peine de lire certaines des meilleures autorités en la matière.

Puis il a ajouté, (page 1974 v. f.) :

Les honorables députés de York-Sud et d'Algonoma-Est ont beau dire que l'Ontario et l'Ouest sont en faveur de la nationalisation, la population de ces provinces, qui a le sens des affaires, ne saurait manquer de réfléchir avant de consentir à ce qu'on lance le Canada dans une pareille aventure.

L'honorable député de Maisonneuve (M. Lemieux) a cité le compte rendu d'un discours prononcé par lord Shaughnessy à l'exposition nationale du Canada, en faisant observer que le noble lord savait ce qu'il disait et que ses paroles étaient pleines de sagesse. Lord Shaughnessy est très habile, mais la position qu'il occupe nous défend de le croire favorable à la nationalisation.

L'hon. M. LEMIEUX: Mon honorable ami étant à nous citer des passages, comme il le dit, je voudrais l'entendre citer les paroles de lord Shaughnessy. Je vais